

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008

Le 10 novembre 2008

Portée de l'analyse

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires afférentes pour les exercices terminés les 30 septembre 2008, 2007 et 2006. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») au Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (« PCGR des États-Unis »). On trouvera à la note 29 des états financiers consolidés un rapprochement entre les résultats présentés selon les PCGR et les résultats présentés selon les PCGR des États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Énoncés de nature prévisionnelle

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act* de 1933 et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act* de 1934, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions du Groupe CGI inc., sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la Société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, dans le rapport annuel de CGI inclus dans le formulaire 40-F déposé auprès de U.S. *Securities and Exchange Commission* (disponible sur EDGAR à www.sec.gov), ainsi que dans la notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. À moins que les lois qui s'appliquent ne l'exigent, CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à l'information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

Mesures financières non définies par les PCGR

La Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, soit :

1. le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, charges d'intérêts et autres charges, gain sur la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle (« BAIL ajusté »);
2. le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

La direction de CGI utilise le BAIL ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités, du point de vue de l'exploitation. On trouvera à la page 12 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

La direction utilise le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques pour mesurer le rendement de notre exploitation en excluant l'effet des activités de réorganisation. On trouvera à la page 15 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Ces mesures étant des indicateurs supplémentaires du rendement de la Société, la direction estime qu'elles fournissent une information utile aux investisseurs sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Elles permettent également aux investisseurs de comparer les résultats des périodes sans tenir compte des éléments exclus. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

Profil de l'entreprise

CGI, dont le siège social est situé à Montréal au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en technologies de l'information (« services en TI ») et en gestion des processus d'affaires (« GPA »). Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services sur place, dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous.

- **Services-conseils** — CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- **Intégration de systèmes** — CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- **Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition »)** — Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'incorporer les activités de nos clients à notre réseau technologique, nous pouvons intégrer les professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, leur permettant ainsi de se concentrer encore davantage sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications ; la maintenance et le soutien d'applications ; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau) ; le traitement des transactions, la gestion des processus d'affaires et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

CGI offre ses services complets aux entreprises appartenant à des secteurs cibles que nous connaissons à fond. Cette approche nous permet de comprendre pleinement les défis concrets auxquels nos clients sont confrontés et de mettre à leur disposition les connaissances ainsi que les solutions qu'il leur faut pour réaliser leurs objectifs d'affaires. Les secteurs économiques que nous ciblons sont : a) les services financiers, y compris les banques, les caisses d'épargne et de crédit, les gestionnaires de patrimoine et les assureurs, dont nous favorisons la compétitivité en faisant évoluer leurs environnements et leurs systèmes complexes de manière à les rendre mieux intégrés et centrés sur les clients ; b) les gouvernements et les services de santé, que nous aidons à gérer des programmes de changement progressif ainsi que des projets de transformation à grande échelle axés sur les citoyens ; c) les télécommunications et les services publics, dont nous soutenons les efforts visant à créer de nouvelles sources de revenus tout en renforçant la productivité et le service à la clientèle ; d) le secteur de la distribution et du détail, dont nous aidons les acteurs à établir des modèles d'exploitation souples, centrés sur les clients, afin de rehausser leur rentabilité et la fidélité de leurs clients ; e) le secteur manufacturier, où nous accompagnons les entreprises qui souhaitent transformer leurs processus et leurs chaînes logistiques afin d'accroître leur rentabilité et leur compétitivité mondiale.

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en fonction de trois secteurs d'exploitation outre les services corporatifs, soient : le Canada ; les États-Unis et l'Inde ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique. Les secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de la prestation des services ; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestation des services.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenons toujours un programme rigoureux de qualité sous l'égide de l'Organisation internationale de normalisation (« ISO »). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : 98 % de nos produits émanent d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

Contexte concurrentiel

À titre de fournisseur de services complets en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, CGI exerce ses activités dans un secteur mondial hautement concurrentiel, qui évolue très rapidement. Notre concurrence regroupe un éventail diversifié de firmes internationales — des entreprises spécialisées servant un segment de marché particulier jusqu'aux autres fournisseurs de services complets ; principalement établies aux États-Unis, en Europe et en Inde, ces firmes rivales offrent des produits qui correspondent en tout ou en partie à ceux que CGI fournit à ses clients.

Pour soutenir efficacement la concurrence, CGI met l'accent sur les services d'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition haut de gamme exigeant un savoir-faire de pointe et une connaissance approfondie des secteurs économiques servis. En se conjuguant, notre modèle d'entreprise axé sur la proximité des clients et notre modèle mondial de prestation des services nous permettent d'offrir des services qui se moulent étroitement aux besoins de nos clients tout en demeurant fort compétitifs sur le plan des coûts. Grâce à notre modèle mondial de prestation des services, nous pouvons répondre aux exigences stratégiques et financières de chaque client en lui fournissant une combinaison unique de services dispensés à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer. CGI possède également des solutions d'affaires avancées qui l'aident à entretenir des liens durables avec ses clients. De plus, toutes les activités de CGI sont exécutées conformément aux mêmes assises de gestion, ce qui assure l'homogénéité et la cohérence des façons de faire de toutes nos équipes.

Sur le marché mondial d'aujourd'hui, l'aptitude d'un fournisseur à remporter et à conserver des contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires dépend de nombreux facteurs, tels que : le coût total de ses services, sa capacité de réaliser les mandats, ses antécédents, sa connaissance du secteur économique servi, ses investissements dans des solutions d'affaires, sa présence locale, son infrastructure mondiale de prestation des services et la solidité de ses liens avec ses clients. CGI se compare avantageusement à ses concurrents sous tous ces aspects.

En résumé, la proposition à valeur distinctive de CGI englobe les éléments suivants : notre éventail complet de services en TI et en gestion des processus d'affaires ; notre connaissance approfondie de cinq secteurs économiques et nos solutions d'affaires exclusives destinées à ces secteurs, qui représentent environ 81 % des dépenses mondiales en TI ; notre modèle mondial de prestation de services, un modèle unique qui comprend la meilleure infrastructure de prestation des services du secteur des TI en Amérique du Nord ; nos assises de gestion rigoureuses ; et notre souci du client, soutenu par notre modèle d'entreprise axé sur les marchés métropolitains. Grâce à cette proposition à valeur distinctive et à la masse critique croissante de CGI dans ses trois principaux marchés — le Canada, les États-Unis ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique, qui représentent approximativement 76 % des dépenses mondiales en TI —, nous sommes en mesure d'être concurrentiel à l'échelle internationale et de remporter des contrats de grande envergure.

Vision et stratégie

La plupart des entreprises sont le fruit d'une vision d'affaires mais CGI, pour sa part, est née d'un rêve : *créer un environnement où les membres ont du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, ils participent au développement d'une entreprise dont ils sont fiers*. Ce rêve a mené à la vision de CGI : être un leader de classe mondiale du secteur des TI et de la gestion des processus d'affaires, qui contribue à la croissance et au succès de ses clients. En déployant une stratégie de croissance qui s'appuie sur quatre piliers et combine la croissance interne aux acquisitions, CGI a été un vecteur de la consolidation du secteur des TI.

Le premier pilier de cette stratégie vise à favoriser la croissance interne au moyen de nouveaux contrats, de renouvellements et d'élargissements de contrats dans les domaines de l'impartition, de l'intégration de systèmes et des services-conseils.

Le deuxième pilier de notre stratégie a pour but de remporter des contrats d'impartition de grande envergure en tirant parti de notre éventail complet de services, de notre modèle mondial de prestation des services et de notre masse critique. Le modèle mondial de prestation des services de CGI nous permet de combiner les services offerts à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer d'une manière unique, très efficace sur le plan des coûts, qui se moule étroitement aux besoins de nos clients. De plus, grâce à la croissance rapide que la Société a enregistrée au cours des dernières années, CGI possède maintenant la masse critique nécessaire pour solliciter et obtenir des contrats complexes, de grande envergure, en Amérique du Nord et en Europe.

Le troisième pilier de notre stratégie de croissance met l'accent sur l'acquisition d'entreprises de plus petite taille ou servant des créneaux particuliers. Nous identifions ces cibles d'acquisition au moyen d'un programme de quadrillage stratégique, en vertu duquel nous recherchons systématiquement les entreprises qui augmenteront notre connaissance des secteurs cibles servis ou enrichiront nos offres de service.

Le quatrième pilier vise à réaliser des acquisitions transformationnelles qui augmentent notre portée géographique et notre masse critique. Ces acquisitions renforcent encore davantage les capacités sur lesquelles nous nous appuyons pour remporter des contrats d'impartition de grande envergure.

Tout au long de son histoire, CGI a déployé de manière très rigoureuse les quatre piliers de sa stratégie pour assurer sa croissance, en mettant l'accent sur l'augmentation du bénéfice et sur l'appréciation de l'avoir des actionnaires. En ce moment, nous visons surtout à croître aux États-Unis et en Europe.

Événements importants de l'exercice 2008

La performance financière de CGI est demeurée robuste tout au long de l'exercice 2008. Une croissance interne soutenue et rentable ainsi que des marges bénéficiaires supérieures à l'industrie ont caractérisé nos résultats d'exploitation. Les nouvelles affaires signées ont augmenté de 30 % durant l'exercice, par rapport à l'exercice antérieur ; les nouveaux contrats les plus importants sont présentés ci-dessous. Dans le cadre de sa stratégie de croissance équilibrée, la Société déploie un plan d'expansion dont les cibles se répartissent également entre les acquisitions et la croissance interne. Au cours de l'exercice 2008, la Société a passé plusieurs cibles d'acquisition potentielles au crible de ses critères rigoureux d'investissement ; elle a toutefois décidé de ne pas procéder à aucune acquisition en raison d'incompatibilités liées au moment, à la pertinence ou au prix.

Nous avons plutôt réinvesti nos liquidités dans la croissance interne, dans la réduction de la dette et dans le rachat d'actions en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours de l'exercice, nous avons diminué la portion utilisée de nos facilités de crédit de 106,2 millions \$ (remboursements nets) et racheté 19,9 millions d'actions pour un montant de 213,5 millions \$. À l'aube de l'exercice 2009, CGI estime qu'elle est en excellente posture pour profiter des occasions qui s'offriront sur les marchés.

Nouveaux contrats signés

La Société a remporté des nouveaux contrats dont la valeur dépasse ses produits, et son ratio nouveaux contrats/facturation s'est ainsi établi à 112 % pour l'exercice. Le ratio nouveaux contrats/facturation représente la valeur totale des nouveaux contrats par rapport à la valeur totale des produits de la période considérée. Les nouveaux contrats conclus au cours de l'exercice proviennent de tous les secteurs cibles que nous servons et de tous les territoires où nous sommes établis. Les progrès ont toutefois été spécialement marqués dans trois secteurs cibles — les gouvernements et les services de santé, les services financiers, les télécommunications et les services publics — d'où ont émané environ 40 %, 35 % et 13 % des nouveaux contrats signés, respectivement. Sur le plan géographique, l'apport du Canada a été de 51 %, celui des États-Unis s'est établi à 41 % alors que la zone Europe et Asie-Pacifique a fourni 8 % des nouveaux contrats signés.

La valeur des nouveaux contrats a augmenté dans toutes les régions, progressant de 47 % au Canada, de 26 % pour l'Europe et l'Asie-Pacifique et de 15 % aux États-Unis, sur l'année précédente.

Principaux contrats signés au cours de l'exercice

- Le 3 octobre 2007 : contrat de gestion déléguée d'une valeur de 110 millions \$US sur 10 ans en vertu duquel CGI fournira à Océ Amérique du Nord des services d'infrastructure, y compris l'informatique d'utilisateur final, le centre d'assistance technique, les opérations d'entreprise et l'hébergement du centre de données.
- Le 14 novembre 2007 : contrat d'une valeur de 91,8 millions \$ sur trois ans visant la prestation de services d'ingénierie et de gestion technique à la Direction générale des services d'infotechnologie (« DGSI ») de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (« TPSGC »). En vertu de l'entente, TPSGC pourra exercer quatre options de renouvellement d'un an et les services fournis pourraient porter la valeur totale du contrat à 400 millions \$.
- Le 4 février 2008 : contrat de deux ans, d'une valeur d'environ 27 millions \$US, avec les Centres de services Medicare et Medicaid (CMS) du département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis pour mettre en œuvre le centre multiservices de leur système d'inscription des fournisseurs.
- Le 2 avril 2008 : contrats de services-conseils d'une valeur de plus de 40 millions \$ attribués par Revenu Québec pour améliorer le système actuel de gestion des impôts des particuliers et réaliser un nouveau système.
- Le 10 avril 2008 : projet de 10 ans, d'une valeur de 83 millions \$US, visant à moderniser le système financier de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des États-Unis à l'aide du logiciel clé en main Momentum^{MD} de CGI et à transférer l'hébergement ainsi que la gestion des applications du système financier à CGI.
- Le 1er mai 2008 : contrat de cinq ans en vertu duquel CGI fournira à Daimler Financial Services (DFS) des services complets de gestion des applications en ce qui a trait au financement automobile international.
- Le 7 mai 2008 : contrat de 10 ans, d'une valeur de 115 millions \$US, selon lequel CGI fournira à la Magnolia Insurance Company des services d'arrière-guichet, y compris des services complets d'administration des polices et des demandes de règlement, de facturation, de comptabilité, de production des rapports statistiques et de comptabilité législative.
- Le 28 mai 2008 : contrat de trois ans, d'une valeur de 29,6 millions \$US, avec le département des Services sociaux de l'Oregon, afin de concevoir, réaliser et déployer un système d'information automatisé de prochaine génération qui sera utilisé par les services d'aide à l'enfance de l'État.
- Le 19 juin 2008 : ententes de sept ans, d'une valeur de 80 millions \$US, en vertu desquelles Australia and New Zealand Banking Group Limited et BMO Groupe financier continueront à utiliser la plateforme de gestion du financement du commerce international Proponix de CGI.
- Le 15 septembre 2008 : contrat de 5 ans, d'une valeur de 40 millions \$, conclu avec le Marché éducationnel collaboratif de l'Ontario (MECO) pour élaborer et gérer un marché électronique.
- Le 8 octobre 2008 : annonce de la signature d'un contrat d'une valeur d'environ 110 millions \$, selon lequel CGI continuera à fournir durant sept années supplémentaires des services de traitement des données à la société d'assurance Co-operators General; bien que ce contrat ait été rendu public après la fin de l'exercice, il a été signé avant le 30 septembre 2008.

CGI mesure la valeur des nouveaux contrats signés car elle constitue un indicateur important de nos revenus futurs. Néanmoins, compte tenu des délais de prise d'effet de nos contrats d'impartition et des périodes de transition précédant leur mise en œuvre, les produits associés à ces nouveaux contrats peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre.

Cessions

Comme nous l'avons annoncé le 21 juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque pour une contrepartie de 38,1 millions \$. La Société a reçu, en août 2008, un produit net de la vente de 29,2 millions \$. Du montant à recevoir de 6,4 millions \$, 5,5 millions \$ est à payer avant ou en date du 5 août 2014. Les actifs nets cédés comprenaient un écart d'acquisition de 7,7 millions \$, déduction faite d'une perte de valeur de 4,1 millions \$. On trouvera de plus amples renseignements sur cette transaction à la note 19 des états financiers consolidés.

Avant cette transaction, la direction présentait les résultats de CGI selon ses deux secteurs d'affaires : les services en TI et les services en gestion des processus d'affaires. À la suite de cette disposition, la Société a intégré ses services en gestion des processus d'affaires à ses services en TI. Tel que mentionné plus haut, les nouveaux secteurs d'exploitation sont : le Canada; les États-Unis et l'Inde (« U.S. »); l'Europe et l'Asie-Pacifique (« Europe »). En conséquence de cette modification, CGI a procédé à deux tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition, soit un test avant et un test après le changement de sectorisation. D'après le résultat de ces tests, aucune perte de valeur n'a été constatée.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de la période actuelle.

Rachat d'actions

Le 5 février 2008, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat, au cours de l'année suivante — soit d'une période ne dépassant pas le 6 février 2009 —, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de CGI détenues dans le public. La Société a obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat lui permettant d'acheter sur le marché libre, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, jusqu'à 28 502 941 actions subalternes classe A afin de les annuler.

Au cours de l'exercice 2008, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités antérieure et de celle qui est maintenant en vigueur, la Société a racheté 19 910 068 actions subalternes classe A à un prix moyen de 10,72 \$, pour un montant total de 213,5 millions \$.

Programme de renforcement de la position concurrentielle

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons achevé le déploiement de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle et atteint les objectifs visés par ce programme. Une provision avant impôts totale de 90,3 millions \$ a été comptabilisée en marge de ce programme, dont une tranche de 67,3 millions \$ au cours de l'exercice 2006 et une tranche de 23,0 millions \$ durant l'exercice 2007. Le lecteur trouvera des précisions sur notre programme de renforcement de la situation concurrentielle à la note 16 des états financiers consolidés.

Aperçu de l'exercice

POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE

Exercices terminés les 30 septembre	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Carnet de commandes ¹ (en millions de dollars)	11 645	11 696	12 403	-0,4 %	-5,7 %
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	4 145	3 190	3 917	29,9 %	-18,6 %
Produits					
Produits (en milliers de dollars)	3 705 863	3 633 945	3 393 382	2,0 %	7,1 %
Variation par rapport à l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	5,3 %	7,4 %	-2,6 %		
Rentabilité					
Marge du BAII ajusté ²	11,6 %	11,1 %	9,0 %		
Bénéfice net (en milliers de dollars)	292 764	236 402	146 533	23,8 %	61,3 %
Marge bénéficiaire nette	7,9 %	6,5 %	4,3 %		
Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques ³	7,9 %	6,9 %	5,6 %		
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	297 898	234 659	143 770	26,9 %	63,2 %
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	8,0 %	6,5 %	4,2 %		
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,94	0,71	0,39	32,4 %	82,1 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,92	0,70	0,39	31,4 %	79,5 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,92	0,72	0,40	27,8 %	80,0 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,90	0,71	0,40	26,8 %	77,5 %
Bilan (en milliers de dollars)					
Actifs totaux	3 683 973	3 475 808	3 692 032	6,0 %	-5,9 %
Passifs financiers à long terme ⁴	326 916	516 470	876 269	-36,7 %	-41,1 %
Total du passif à long terme avant obligations liées aux fonds des clients	547 041	737 991	1 127 811	-25,9 %	-34,6 %
Flux de trésorerie dégagés et structure financière					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies (en milliers de dollars)	355 910	544 615	302 704	-34,6 %	79,9 %
Délai moyen de recouvrement des créances ⁵	50	42	50	19,0 %	-16,0 %
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁶	13,9 %	16,8 %	27,2 %		

1 Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours de la période considérée, ainsi que des modifications de volumes, des annulations et des fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier durant la période la valeur des contrats en vigueur au début de la période. Le carnet de commandes se fonde pour une part sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

2 Le BAII ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 14 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

3 Le bénéfice net avant frais de réorganisation n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 15 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

4 Le passif financier à long terme comprend la tranche à long terme de la dette et des contrats de location-acquisition, les coûts d'intégration et de restructuration, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la rémunération différée et tous les contrats à terme constituant des passifs.

5 On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pour le dernier trimestre, divisés par 90 jours.

6 Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite de la valeur marchande des contrats à terme et d'espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

RÉSULTATS FINANCIERS DES EXERCICES 2008, 2007 ET 2006

Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre l'exercice 2008 et l'exercice 2007, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour les exercices 2007 et 2006 correspondent, respectivement, aux taux de change réels pour chacun de ces exercices.

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Produits	3 705 863	3 633 945	3 393 382	2,0 %	7,1 %
Variation avant effet des variations des taux de change	5,3 %	7,4 %	-2,6 %		
Effet des variations des taux de change	-3,3 %	-0,3 %	-3,0 %		
Variation par rapport à l'exercice antérieur	2,0 %	7,1 %	-5,6 %		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada avant effet des variations des taux de change	2 340 856	2 251 326	2 104 647	4,0 %	7,0 %
Effet des variations des taux de change	(5 290)	—	—		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	2 335 566	2 251 326	2 104 647	3,7 %	7,0 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde avant effet des variations des taux de change	1 196 390	1 115 449	1 064 795	7,3 %	7,2 %
Effet des variations des taux de change	(109 877)	—	—		
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde	1 086 513	1 115 449	1 064 795	-2,6 %	4,8 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique avant effet des variations des taux de change	287 057	267 170	223 940	7,4 %	13,0 %
Effet des variations des taux de change	(3 273)	—	—		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique	283 784	267 170	223 940	6,2 %	19,3 %
Produits	3 705 863	3 633 945	3 393 382	2,0 %	7,1 %

En croissance par rapport aux exercices 2007 et 2006, les produits ont totalisé 3 705,9 millions \$ pour l'exercice 2008. En devises constantes, ils se sont accrus de 5,3 % comparativement à l'exercice antérieur. La variation des taux de change a eu une incidence défavorable de 118,4 millions \$ ou 3,3 %, attribuable surtout aux fluctuations du dollar américain. En devises constantes, les secteurs cibles où nous avons enregistré les croissances les plus fortes sont les télécommunications et les services publics (13 %), le secteur de distribution et détail (8 %) et les services financiers (3 %).

Durant l'exercice 2007, les produits avaient progressé, en devises constantes, de 7,4 % par rapport à l'exercice 2006 mais la variation totale des produits s'était établie à 7,1 % en raison d'un fléchissement de 0,3 % dû à la variation des taux de change des devises étrangères. La hausse découlait d'une croissance robuste dans tous les secteurs géographiques et secteurs cibles. Durant l'exercice 2006, notre chiffre d'affaires avait subi l'impact de la diminution du volume de travail émanant de BCE, du retrait et de l'achèvement de certains contrats particuliers qui ne respectaient pas nos cibles de rentabilité ainsi que du recul du dollar américain.

CANADA

Les produits émanant de notre secteur d'exploitation canadien ont totalisé 2 335,6 millions \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, soit une hausse de 84,3 millions \$ ou 3,7 % par rapport à l'exercice 2007. En devises constantes, les produits se sont accrus de 4,0 % ou 89,5 millions \$, comparativement à l'exercice précédent. La croissance résulte surtout de la hausse des produits émanant de nos services d'intégration de systèmes et de nos services-conseils, principalement dans les secteurs cibles de télécommunications et services publics, de distribution et détail et de services financiers, légèrement compensée par la réalisation de certains contrats d'impartition isolés.

Durant l'exercice 2007, notre secteur d'exploitation canadien a réalisé des produits de 2 251,3 millions \$, en hausse de 146,7 millions \$ ou 7,0 % comparativement à l'exercice 2006. L'intensification des activités réalisées pour des clients établis de tous nos secteurs cibles explique la majeure partie de cette forte croissance.

ÉTATS-UNIS ET INDE

Durant l'exercice 2008, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde ont augmenté de 7,3 % ou 80,9 millions \$ en devises constantes, par rapport à l'exercice antérieur. La variation des taux de change des devises étrangères a toutefois eu une incidence négative de 109,9 millions \$ ou 9,9 %, ce qui s'est traduit par une diminution globale de 2,6 % pour ce secteur d'exploitation. Le secteur cible des gouvernements et des services de santé a été le principal moteur de la croissance réalisée en devises constantes.

Durant l'exercice 2007, les produits enregistrés par notre secteur d'exploitation États-Unis et Inde ont totalisé 1 115,4 millions \$, en hausse de 50,7 millions \$ ou 4,8 % comparativement à l'exercice 2006, y compris l'incidence défavorable de 25,7 millions \$ provenant de la variation des taux de change des devises étrangères. Les nouvelles activités que des clients établis des secteurs cibles des gouvernements et des services financiers nous ont confiées ont été les principales sources de croissance.

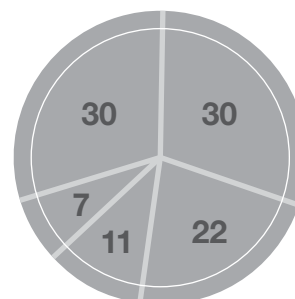
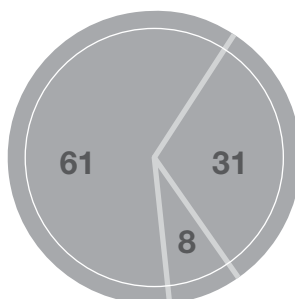
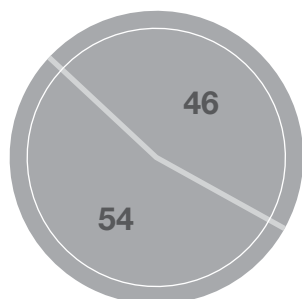
EUROPE ET ASIE-PACIFIQUE

Notre secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique a constaté des produits de 283,8 millions \$ durant l'exercice 2008, ce qui correspond à une hausse de 16,6 millions \$ ou 6,2 % par rapport à l'exercice 2007. En devises constantes, ce groupe a réalisé une croissance de 19,9 millions \$ ou 7,4 %, la variation des taux de change des devises étrangères ayant eu une incidence négative de 3,3 millions \$ ou 1,2 %. La croissance nette résulte surtout de la hausse des travaux d'intégration de systèmes et de services-conseils effectués pour nos clients du secteur des télécommunications de l'Europe centrale. Nous avons aussi bénéficié des produits supplémentaires associés au nouveau contrat d'impartition conclu avec Daimler Financial Services dans le secteur cible des services financiers.

Durant l'exercice 2007, les produits provenant de notre secteur Europe et Asie-Pacifique se sont élevés à 267,2 millions \$, une progression de 43,2 millions \$ ou 19,3 % comparativement à l'exercice 2006. Cette croissance résulte principalement de l'intensification des travaux exécutés pour nos clients établis du secteur cible des télécommunications. De plus, la variation des taux de change des devises étrangères a eu une incidence favorable d'environ 14,2 millions \$.

Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits.



Types de contrats

Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)	54 %
Services en TI	41 %
Gestion des processus d'affaires	13 %
Intégration de systèmes et services-conseils	46 %

Marchés géographiques*

Canada	61 %
États-Unis	31 %
Europe et Asie-Pacifique	8 %

Secteurs cibles

Gouvernements et services de santé	30 %
Services financiers	30 %
Télécommunications et services publics	22 %
Distribution et détail	11 %
Secteur manufacturier	7 %

* Selon l'endroit où nos clients sont établis.

Concentration de la clientèle

Notre principal client, BCE et ses filiales, a fourni 12,2 % de nos produits durant l'exercice 2008, comparativement à 11,8 % pour l'exercice 2007 et à 12,1 % pour l'exercice 2006.

CHARGES D'EXPLOITATION

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007	2006	En pourcentage des produits de l'exercice 2008	En pourcentage des produits de l'exercice 2007	En pourcentage des produits de l'exercice 2006
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 111 965	3 053 739	2 919 007	84,0 %	84,0 %	86,0 %
Charges d'amortissement						
Immobilisations	43 455	32 396	33 983	1,2 %	0,9 %	1,0 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	18 457	19 476	14 914	0,5 %	0,5 %	0,4 %
Actifs incorporels à durée de vie limitée	102 032	123 157	119 484	2,8 %	3,4 %	3,5 %
Charges d'amortissement totales	163 944	175 029	168 381	4,4 %	4,8 %	5,0 %

Coûts des services et frais de vente et d'administration

Nos coûts des services et frais de vente et d'administration ont représenté 84,0 % des produits totaux pour l'exercice 2008, tout comme un an plus tôt. Notre marge bénéficiaire brute de même que nos ratios des frais de vente et des frais d'administration sont demeurés stables d'un exercice à l'autre. Durant l'exercice 2008, les retombées positives de 103,3 millions \$ de la variation des taux de change sur nos coûts des services et frais de vente et d'administration ont annulé en grande partie la diminution des produits attribuable au même facteur, décrite dans la section précédente. Nous demeurons à l'affût des possibilités de hausser nos marges d'exploitation et d'optimiser notre structure de coûts.

En pourcentage des produits totaux, nos coûts des services et frais de vente et d'administration ont diminué entre l'exercice 2007 et l'exercice 2006, passant de 86,0 % à 84,0 %. Cette amélioration résulte d'une hausse de la marge bénéficiaire brute attribuable à des gains de productivité et à une baisse des frais de vente et d'administration. Au deuxième trimestre de l'exercice 2006, la réduction soudaine du volume d'activités émanant de BCE a eu des répercussions néfastes sur notre structure de coûts, ce qui a amené la Société à entreprendre son programme de renforcement de la situation concurrentielle. Nous avons atteint les objectifs visés par ce programme, ce qui a permis à la Société d'améliorer ses marges en rehaussant son taux d'utilisation et en diminuant ses frais généraux.

Charges d'amortissement

Par rapport à l'exercice 2007, la hausse des charges d'amortissement des immobilisations est surtout liée aux équipements informatiques acquis au cours de la dernière année afin de soutenir la croissance de nos produits et d'améliorer l'infrastructure de nos centres de traitement des données. De plus, nous achetons à présent certains types d'équipements que nous finacions auparavant au moyen de contrats de location-exploitation. La baisse des charges d'amortissement liées aux améliorations locatives a amoindri l'effet de cette mesure.

La baisse des charges d'amortissement des coûts liés à des contrats, par rapport à l'exercice 2007, résulte principalement de l'amortissement accéléré comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2007 dans le contexte de la réorganisation d'un client ; l'effet de ce facteur a toutefois été amoindri par l'intensification et l'amortissement sur une année complète des activités de transition associées à l'intégration de nouveaux clients ainsi qu'à la mise en place de nouveaux contrats démarrés au cours de la dernière année.

La diminution des charges d'amortissement constatée au poste des actifs incorporels à durée de vie limitée, comparativement à l'exercice précédent, est attribuable principalement aux charges d'amortissement comptabilisées durant l'exercice 2007 en lien avec une solution d'affaires destinée à nos clients du secteur pétrolier et gazier de l'Ouest canadien, au fait que certains droits d'utilisation de logiciels et d'autres actifs incorporels, par exemple des marques de commerce et des relations avec des clients, ont été entièrement amortis, ainsi qu'à la prolongation de la vie utile d'une solution d'affaires destinée au secteur du courtage. Les charges d'amortissement liées à nos investissements dans des solutions d'affaires mises au point surtout pour les gouvernements et pour répondre à nos besoins internes ont atténué l'effet de ces facteurs.

La variation des taux de change, surtout par rapport au dollar américain, a diminué de 5,7 millions \$ les charges d'amortissement comptabilisées durant l'exercice.

La hausse des charges d'amortissement des coûts liés à des contrats observée durant l'exercice 2007, comparativement à l'exercice 2006, résulte principalement de l'amortissement accéléré comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2007 à la suite de la réorganisation d'un client.

La hausse des charges d'amortissement constatées pour l'exercice 2007 au poste des actifs incorporels à durée de vie limitée, par rapport à l'exercice 2006, est due surtout aux charges d'amortissement associées à une solution d'affaires destinée à nos clients du secteur pétrolier et gazier de l'Ouest canadien, déjà mentionnée. Cette hausse a été amoindrie par la diminution des charges d'amortissement de certains droits d'utilisation de logiciels internes et d'autres actifs incorporels dont l'amortissement s'est achevé au cours de l'exercice.

BAII AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

Exercices terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)

	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Canada	332 295	321 390	243 352	3,4 %	32,1 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	14,2 %	14,3 %	11,6 %		
États-Unis et Inde	129 401	123 512	112 436	4,8 %	9,9 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde	11,9 %	11,1 %	10,6 %		
Europe et Asie-Pacifique	24 692	23 152	29 121	6,7 %	-20,5 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique	8,7 %	8,7 %	13,0 %		
Siège social	(56 434)	(62 877)	(78 915)	-10,2 %	-20,3 %
En pourcentage des produits	-1,5 %	-1,7 %	-2,3 %		
BAII ajusté	429 954	405 177	305 994	6,1 %	32,4 %
Marge du BAII ajusté	11,6 %	11,1 %	9,0 %		

CANADA

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation canadien s'est établi à 332,3 millions \$, soit une hausse de 10,9 millions \$ ou 3,4 % par rapport à l'exercice antérieur. Il a représenté 14,2 % des produits attribuables à ce secteur, un léger recul par rapport à 14,3 % pour l'exercice 2007. À l'exclusion des indemnités de départ relativement élevées comptabilisées au dernier trimestre de l'exercice 2008, la marge du BAII ajusté du secteur canadien se serait quelque peu améliorée par rapport à l'exercice précédent.

Le BAII ajusté s'était élevé à 321,4 millions \$ pour l'exercice 2007, soit un progrès de 78,0 millions \$ ou 32,1 % par rapport à l'exercice 2006. Il représentait 14,3 % des produits provenant de ce secteur, une amélioration par rapport à 11,6 % un an plus tôt. Les retombées positives de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle expliquent la plus grande partie de cet écart favorable.

ÉTATS-UNIS ET INDE

En hausse de 5,9 millions \$ ou 4,8 % par rapport à l'exercice 2007, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis et Inde a atteint 129,4 millions \$ pour l'exercice 2008. Le BAII ajusté a ainsi représenté 11,9 % des produits émanant de ce secteur, une avance par rapport à 11,1 % un an plus tôt. Cette hausse résulte principalement de la marge bénéficiaire plus élevée des nouveaux produits touchés au cours de l'exercice, déjà mentionnée, partiellement compensée par les moments auxquels des contrats particuliers ont été démarrés et achevés dans les secteurs cibles des services financiers, des gouvernements et des services de santé; et, dans une moindre mesure, l'effet défavorable des variations des taux de change.

Durant l'exercice 2007, le BAII ajusté avait totalisé 123,5 millions \$, une progression de 11,1 millions \$ ou 9,9 % comparativement à l'exercice 2006. La marge du BAII ajusté s'est établie à 11,1 % des produits, en hausse par rapport à 10,6 % pour l'exercice antérieur. La croissance est surtout attribuable à l'amélioration des marges des contrats en cours dans les secteurs cibles des services financiers, des gouvernements et des services de santé.

EUROPE ET ASIE-PACIFIQUE

Ayant progressé de 1,5 million \$ ou 6,7 % par rapport à l'exercice 2007, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique s'est chiffré à 24,7 millions \$ pour l'exercice 2008. En pourcentage des produits, la marge du BAII ajusté est demeurée inchangée à 8,7 %. Cette hausse résulte principalement de la marge bénéficiaire plus élevée des nouveaux contrats, décrite dans la section portant sur les produits.

Durant l'exercice 2007, comparativement à l'exercice 2006, le BAII ajusté avait diminué de 6,0 millions \$ pour s'établir à 23,2 millions \$. La marge du BAII ajusté avait aussi régressé, passant de 13,0 % pour l'exercice 2006 à 8,7 % pour l'exercice 2007. Ce recul résultait de l'effet qu'avait eu sur la marge réalisée durant l'exercice 2006 la vente ponctuelle de droits d'utilisation d'un logiciel à un client du secteur des services financiers.

Siège social

Durant l'exercice 2008, nous sommes demeurés à l'affût des possibilités d'optimiser notre structure de coûts afin d'améliorer notre BAII. Ainsi, les dépenses du siège social ont représenté 1,5 % des produits, en baisse par rapport à 1,7 % un an plus tôt.

Les charges du siège social avaient aussi diminué l'année précédente, passant de 2,3 % pour l'exercice 2006 à 1,7 % pour l'exercice 2007. Ce progrès fait suite surtout au programme de renforcement de la situation concurrentielle annoncé en 2006, qui visait à comprimer notre structure globale de coûts.

Conformément à notre modèle d'entreprise décentralisé, fortement axé sur la responsabilisation, nous continuons à évaluer les services dispensés par le siège social et s'il y a lieu, nous procéderons à leur rationalisation ainsi qu'à leur intégration aux secteurs d'exploitation.

BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PARTICIPATION SANS CONTRÔLE

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAII ajusté et le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle, qui est présenté conformément aux PCGR du Canada.

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007	2006	En pourcentage des produits de l'exercice 2008	En pourcentage des produits de l'exercice 2007	En pourcentage des produits de l'exercice 2006
BAII ajusté	429 954	405 177	305 994	11,6 %	11,1 %	9,0 %
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	—	23 010	67 266	0,0 %	0,6 %	2,0 %
Intérêts sur la dette à long terme	27 284	41 818	43 291	0,7 %	1,2 %	1,3 %
Autres revenus	(5 570)	(9 336)	(7 588)	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
Charges d'intérêts et autres charges	3 341	283	491	0,1 %	0,0 %	0,0 %
Gain sur la vente d'actifs	—	(700)	(10 475)	0,0 %	0,0 %	-0,3 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle	404 899	350 102	213 009	10,9 %	9,6 %	6,3 %

Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons achevé avec succès le déploiement de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle. Pour obtenir des renseignements généraux sur ce programme, veuillez consulter la page 8 de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation.

Intérêts sur la dette à long terme

Les intérêts débiteurs des trois derniers exercices comprennent principalement les intérêts versés sur l'emprunt utilisé pour financer le rachat, en janvier 2006, de 100 millions d'actions subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE. La diminution des charges d'intérêts constatées pour l'exercice 2008, par rapport à l'exercice précédent, est la conséquence directe des remboursements effectués depuis ce temps et de la baisse des charges d'intérêts ayant fait suite à la modification de la facilité de crédit durant le quatrième trimestre de l'exercice 2007. Veuillez vous reporter à la note 10 des états financiers consolidés pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'encours de la dette de CGI.

Autres revenus

Les autres revenus comprennent les intérêts et les autres revenus de placement touchés sur les soldes excédentaires de trésorerie durant l'exercice, déduction faite des intérêts débiteurs. Ils comprennent aussi la plus-value de certains placements que nous gérons à titre de fiduciaire pour certains de nos employés américains. Cette plus-value a été annulée entièrement par une baisse correspondante des coûts de rémunération inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et n'a par conséquent aucun effet sur notre bénéfice avant impôt. La baisse de 3,8 millions \$, par rapport à l'exercice précédent, est surtout liée au fait que la fiducie s'est appréciée de 1,7 million \$ durant l'exercice 2007, alors que sa valeur a fléchi durant l'exercice 2008. En outre, des intérêts de 1,3 million \$ ont été touchés sur les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement reçus durant l'exercice 2007. Des modifications aux méthodes de consolidation des liquidités nous ont permis de mieux utiliser nos fonds pour atteindre des objectifs généraux de l'entreprise, y compris la réduction de la dette.

Charges d'intérêts et autres charges

Les charges d'intérêts et autres charges comprennent la variation défavorable de la valeur de la fiducie que nous détenons pour certains employés américains, décrite ci-dessus. Ce poste inclut également les intérêts versés pour la gestion de nos soldes de trésorerie au cours de l'exercice. L'écart négatif enregistré, par rapport à l'exercice 2007, résulte surtout de la fluctuation de la valeur de la fiducie, expliquée précédemment.

Gain sur la vente d'actifs

Durant l'exercice 2006, nous avons constaté un gain de 10,5 millions \$ sur la vente de nos actifs de commutation électronique.

Impôts sur les bénéfices

En baisse de 9,1 millions \$ par rapport aux impôts de 115,2 millions \$ comptabilisés pour l'exercice précédent, les impôts sur les bénéfices ont totalisé 106,1 millions \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008. Notre taux d'imposition a également fléchi, passant de 32,9 % pour l'exercice 2007 à 26,2 % pour l'exercice 2008, en raison surtout de deux facteurs non récurrents : l'incidence de 6,3 millions \$ de la réévaluation de nos passifs et actifs d'impôts futurs, dans le contexte des nouveaux taux d'imposition promulgués au Canada ; et la contrepassation nette de provisions de 20,3 millions \$ pour les impôts sur les bénéfices des exercices antérieurs, résultant surtout de l'établissement définitif des charges d'impôts des exercices antérieurs à la suite de la conclusion d'une entente finale avec les autorités fiscales. Si ces éléments n'avaient pas été pris en compte, notre taux d'imposition se serait établi à 32,8 %. Nous prévoyons toujours que le taux d'imposition se situera entre 32 % et 34 % au cours des années à venir.

Durant l'exercice 2007, par rapport à l'exercice précédent, les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 46,0 millions \$ en raison d'une hausse des bénéfices découlant surtout de la baisse des coûts de restructuration. Le taux d'imposition de 32,9 % enregistré pour l'exercice 2007 se compare à celui de l'exercice 2006.

Participation sans contrôle

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, nous avons commencé à utiliser la méthode de la consolidation pour comptabiliser notre participation dans CIA. Jusque-là, cette entité pouvait être traitée comme une coentreprise et ses résultats étaient présentés dans les états financiers selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Notre participation dans CIA totalise présentement 64,7 %, tout comme à la fin de l'exercice 2007.

BÉNÉFICE NET

Le tableau ci-dessous comprend un rapprochement entre le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques et le bénéfice net présenté conformément aux PCGR du Canada.

Exercices terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages,
les actions et les montants par action)

	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	297 898	249 338	188 504	19,5 %	32,3 %
Marge	8,0 %	6,9 %	5,6 %		
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	—	23 010	67 266	-100,0 %	-65,8 %
Incidence fiscale des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	—	(8 331)	(22 532)	-100,0 %	-63,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies	297 898	234 659	143 770	26,9 %	63,2 %
Marge	8,0 %	6,5 %	4,2 %		
(Perte) Bénéfice tiré(e) des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(5 134)	1 743	2 763	-394,5 %	-36,9 %
Bénéfice net	292 764	236 402	146 533	23,8 %	61,3 %
Marge	7,9 %	6,5 %	4,3 %		
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — de base	317 604 899	329 016 756	362 783 618	-3,5 %	-9,3 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — dilué	322 804 287	333 876 564	364 706 656	-3,3 %	-8,5 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,94	0,76	0,52	24,0 %	45,8 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,92	0,75	0,52	23,6 %	44,5 %
(Perte) Bénéfice de base par action tiré(e) des activités abandonnées (en dollars)	(0,02)	0,01	0,01	0,0 %	-30,4 %
(Perte) Bénéfice dilué(e) par action tiré(e) des activités abandonnées (en dollars)	(0,02)	0,01	0,01	0,0 %	-31,1 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,92	0,72	0,40	28,3 %	77,9 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,90	0,71	0,40	27,1 %	76,2 %

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, la hausse de 63,2 millions \$ ou 26,9 % du bénéfice tiré des activités poursuivies est surtout attribuable à quatre facteurs : 1) notre programme de renforcement de la situation concurrentielle, maintenant achevé, qui avait occasionné des charges nettes de 14,7 millions \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2007 ; 2) l'amélioration marquée de la rentabilité de l'exploitation ; 3) la baisse des charges d'intérêts et 4) l'incidence favorable des ajustements fiscaux totalisant 26,6 millions \$ pour l'exercice 2008.

La comparaison des exercices 2007 et 2006 indique une hausse de 90,9 millions \$ ou 63,2 % du bénéfice tiré des activités poursuivies, d'un exercice à l'autre. Cette amélioration résulte surtout de la rentabilité plus élevée de l'exploitation constatée durant l'exercice 2007 à la suite de l'achèvement du programme de renforcement de la situation concurrentielle, les frais de restructuration ayant diminué de 30,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2006.

La perte nette tirée des activités abandonnées, durant l'exercice 2008, découle surtout de la perte de valeur de 4,1 millions \$ de l'écart d'acquisition comptabilisée en marge de la vente des actifs nets de l'unité de gestion des services de réclamations et de gestion du risque, expliquée précédemment.

Durant l'exercice 2008, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué a diminué, par rapport aux deux exercices antérieurs, en raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et du rachat, au deuxième trimestre de l'exercice 2006, de 100 millions d'actions subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE. L'émission d'actions classe A, dans le contexte de la levée d'options sur actions, a légèrement atténué l'effet de ces rachats.

Liquidités

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de dette à long terme et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 30 septembre 2008, les espèces et quasi-espèces totalisaient 50,1 millions \$, comparativement 88,9 millions \$ à la même date un an plus tôt. Le tableau qui suit présente les points saillants des trois derniers exercices.

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars)	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	355 910	544 615	302 704	(188 705)	241 911
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(89 908)	(154 338)	(139 234)	64 430	(15 104)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	(304 077)	(416 793)	(294 080)	112 716	(122 713)
Effet des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	398	(3 962)	(352)	4 360	(3 610)
Diminution nette des espèces et quasi-espèces tirées des activités poursuivies	(37 677)	(30 478)	(130 962)	(7 199)	100 484

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont totalisé 355,9 millions \$ ou 9,6 % des produits pour l'exercice 2008 alors qu'ils s'établissaient à 544,6 millions \$ ou 15,0 % des produits un an plus tôt. Ce recul est dû aux facteurs suivants : 1) les entrées de fonds avaient été anormalement élevées au premier trimestre de l'exercice 2007, incluant un montant de 51,1 millions \$ qui aurait d'ordinaire été comptabilisé pour l'exercice 2006, la fin de l'exercice ayant eu lieu durant une fin de semaine; 2) un paiement final d'impôts de 37,6 millions \$ associé à l'exercice 2007, acquitté durant le premier trimestre de l'exercice 2008 (la rentabilité ayant été plus faible durant l'exercice 2006, en raison de la restructuration effectuée, les acomptes exigibles durant l'exercice 2007 ont été moins élevés et le règlement final à effectuer au début de l'exercice suivant a été plus considérable qu'à l'habitude); 3) une hausse de 37,6 millions \$ des acomptes d'impôts à payer durant l'exercice 2008, calculés en fonction du rendement réalisé un an plus tôt, alors que les acomptes exigibles durant l'exercice 2007 se fondaient sur les bénéfices moindres de l'exercice 2006; 4) la hausse de huit jours du délai moyen de recouvrement des créances, correspondant à environ 80,0 millions \$, due aux dates de facturation de nos clients, à la suite du franchissement de jalons importants, ainsi qu'aux dates auxquelles de grands clients de nos services d'impartition ont effectué des paiements anticipés.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 89,9 millions \$ durant l'exercice 2008, ce qui représente une baisse de 64,4 millions \$ par rapport à la somme de 154,3 millions \$ investie au cours de l'exercice antérieur. Les investissements ont surtout servi aux immobilisations, au développement de solutions d'affaires, à l'achat de droits d'utilisation de logiciels et aux coûts liés à des contrats.

Au cours de l'exercice 2008, nous avons reçu une somme de 29,2 millions \$ à titre de produit net de la vente de notre unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque, conclue en août 2008. Durant l'exercice 2007, nous avons investi 17,3 millions \$ au chapitre de l'acquisition d'entreprises, la majeure partie de cette somme ayant servi à la première tranche du paiement de Codesic Consulting en mai 2007. Aucun investissement comparable n'a été effectué durant l'exercice 2008.

La somme de 61,0 millions \$ affectée aux immobilisations représentait une hausse de 10,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2007; cet écart est dû surtout au fait que nous avons acheté certains équipements que nous aurions auparavant financés au moyen de contrats de location-exploitation, l'effet combiné des impôts sur les bénéfices et des taux d'intérêt ayant rendu cette formule moins attrayante. Au cours de l'exercice, nous avons investi environ 38,0 millions \$, la plus grande partie de cette somme ayant été consacrée à l'achat d'actifs pour soutenir notre croissance et mettre à niveau l'infrastructure de nos centres de traitement des données. Nous avons aussi investi 20,0 millions \$ dans les améliorations locatives, le mobilier et les agencements, principalement pour nos bureaux américains.

La somme de 13,1 millions \$ affectée aux coûts liés à des contrats durant l'exercice 2008, qui englobe principalement les coûts de transition relatifs aux nouveaux contrats d'impartition, représente une baisse de 11,1 millions \$ par rapport aux montants investis un an plus tôt. Cet écart est attribuable aux moments auxquels les projets de transition ont été entrepris, soit avant ou après le début de l'exercice financier.

En raison notamment d'une diminution de 12,0 millions \$ des montants affectés à nos solutions d'affaires, les investissements dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et les autres actifs à long terme se sont situés à 48,0 millions \$, soit une baisse de 18,3 millions \$ par rapport à l'exercice 2007. En plus de nous assurer de la suffisance des investissements, nous réduisons sans cesse notre taux de dépenses en faisant davantage appel à nos centres d'excellence moins coûteux, en Inde et ailleurs. Tout comme un an plus tôt, 10,8 millions \$ ont été investis dans les droits d'utilisation de logiciels afin de soutenir nos contrats d'impartition.

Les frais de recherche, qui sont intégrés aux coûts des services et frais de vente et d'administration, se sont chiffrés à 28,8 millions \$ durant l'exercice 2008, comparativement à 35,7 millions \$ pour l'exercice 2007. Nous explorons des possibilités d'application des nouvelles technologies, ou nous imaginons et créons, sur le plan conceptuel, des prototypes ou des processus novateurs susceptibles de mener à des solutions utiles pour les clients établis ou nouveaux. Les frais de recherche et de développement bruts combinés, capitalisés ou passés en charges, ont totalisé 54,8 millions \$ durant l'exercice, comparativement à 73,8 millions \$ un an plus tôt.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES

Durant l'exercice 2008, 304,1 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies. Ce montant comprend une somme nette de 106,2 millions \$ remboursée sur nos facilités de crédit, qui a fait baisser notre ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme à 13,9 % pour l'exercice 2008, alors qu'il s'établissait à 16,8 % un an plus tôt. Nous avons aussi consacré 216,2 millions \$ au rachat d'actions de CGI, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et tiré 32,4 millions \$ des actions émises dans le cadre de la levée d'options d'achat d'actions.

Durant l'exercice 2007, 416,8 millions \$ ont été consacrés aux activités de financement poursuivies. Cette somme tient compte d'un remboursement de 353,6 millions \$ sur nos facilités de crédit et d'un montant 128,5 millions \$ affecté au rachat d'actions de CGI, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités antérieure et de celle qui est maintenant en vigueur. L'émission d'actions faisant suite à la levée d'options d'achat d'actions a dégagé un produit de 42,7 millions \$.

Obligations contractuelles

Type d'engagements (en milliers de dollars)	Total	Paiements dus par période				
		Année en cours	Deuxième et troisième années	Quatrième et cinquième années	Sixième à dixième années	Années subséquentes
Dette à long terme	369 578	93 819	97 369	157 468	20 922	—
Contrats de location-acquisition	21 513	7 098	11 401	3 014	—	—
Contrats de location-exploitation						
Location d'espaces de bureaux ¹	831 575	115 858	199 856	137 815	241 576	136 470
Matériel informatique	49 392	35 688	13 256	381	67	—
Automobiles	10 975	4 050	4 622	2 130	173	—
Ententes de service à long terme	205 382	73 462	109 150	19 600	3 170	—
Obligations contractuelles totales	1 488 415	329 975	435 654	320 408	265 908	136 470

¹ Ces engagements tiennent compte de baux visant la location d'espaces de bureaux d'une valeur de 22,2 millions \$ provenant de sociétés acquises antérieurement.

Nous assumons des obligations contractuelles totalisant 1 488,4 millions \$, assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. Durant l'exercice 2008, les obligations contractuelles ont globalement diminué de 178,1 millions \$, en raison surtout du remboursement d'une portion de la dette à long terme et des loyers payés dans le cours normal de nos activités.

En outre, à la suite de la modification de l'entente avec les actionnaires de CIA effectuée durant le troisième trimestre de l'exercice 2007, CGI s'est engagée à acheter les actions résiduelles de CIA, soit 39,3 % des actions, avant le 1er octobre 2011. Au 30 septembre 2008, 35,3 % des actions de CIA n'avaient pas encore été acquises. Le prix d'achat des actions résiduelles sera calculé selon une formule définie dans l'entente des actionnaires.

Ressources en capital

(en milliers de dollars)	Engagement total	Montants disponibles au 30 septembre 2008	Montants prélevés au 30 septembre 2008
	\$	\$	\$
Espèces et quasi-espèces	—	50 134	—
Facilités de crédit renouvelables non garanties ¹	1 500 000	1 325 665	174 335 ²
Marges de crédit et autres facilités ¹	25 000	25 000	—
Total	1 525 000	1 400 799	174 335 ²

1 À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

2 Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit (158,0 millions \$) et de lettres de crédit (16,3 millions \$).

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 30 septembre 2008, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 50,1 millions \$ et les facilités de crédit disponibles totalisaient 1 350,7 millions \$. Le montant disponible en vertu de la facilité de crédit était de 1 325,7 millions \$ et la Société avait accès à une autre somme de 25,0 millions \$ en vertu d'une autre marge de crédit remboursable à vue. La facilité est aussi assortie d'une disposition accordéon prévoyant qu'à n'importe quel moment au cours de la période de renouvellement, nous pouvons demander qu'elle soit augmentée de 250 millions \$. Cette augmentation est uniquement soumise à l'obtention d'un engagement supplémentaire de la part du consortium bancaire ou d'autres participants. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives nous obligeant à maintenir certains ratios financiers. Au 30 septembre 2008, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme. Les quasi-espèces comprennent généralement des effets de commerce, des billets, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par des grandes banques.

La Société a également accès à une facilité de crédit renouvelable partagée avec Innovaposte, une coentreprise, pour un montant total de 5,0 millions \$ et portant intérêt au taux préférentiel du Canada. Au 30 septembre 2008, aucun montant n'avait été retiré de cette facilité.

La dette à long terme totale a diminué de 82,1 millions \$ au cours du trimestre pour s'établir à 391,1 millions \$ au 30 septembre 2008, comparativement à 473,2 millions \$ au 30 septembre 2007. La variation est surtout attribuable au remboursement net d'une tranche de 106,2 millions \$ de nos facilités de crédit et aux fluctuations des taux de change des devises étrangères par rapport au dollar canadien.

À compter du 21 décembre 2007, la Société a retiré la désignation des notes principales non garanties en devises américaines de 192 millions \$US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes à l'étranger et est devenue partie à des contrats à terme visant à bloquer à 194,2 millions \$ le capital à rembourser en vertu des notes principales non garanties en devises américaines.

Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

	Au 30 septembre 2008	Au 30 septembre 2007	Au 30 septembre 2006
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	13,9 %	16,8 %	27,2 %
Délai moyen de recouvrement des créances (en jours)	50	42	50
Rendement du capital investi ¹	13,9 %	11,7 %	8,4 %

1 Le taux de rendement du capital investi représente le BAI ajusté après impôts et frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, divisé par la moyenne des quatre derniers trimestres du capital investi. Le capital investi est défini comme étant la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette à long-terme (incluant la portion à court-terme), déduction faite de la valeur marchande des contrats à terme et d'espèces et quasi-espèces.

Grâce à nos efforts de réduction de la dette tout au long de l'exercice 2008, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme s'est établi à 13,9 % au 30 septembre 2008, en baisse par rapport à 16,8 % à la même date un an plus tôt.

Le délai moyen de recouvrement des créances s'est situé à 50 jours, soit une hausse de huit jours par rapport à l'exercice antérieur, en conséquence surtout des moments auxquels nous avons facturé nos clients à la suite du franchissement de jalons importants, ainsi que des moments auxquels de grands clients ont effectué des paiements anticipés. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours. Les paiements reçus à l'avance en contrepartie de travaux exécutés ultérieurement peuvent fluctuer d'une période à l'autre en fonction des moments auxquels nos clients effectuent les paiements liés à nos services d'impartition.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 13,9 % pour le trimestre, soit une amélioration par rapport à 11,7 % pour la période correspondante un an plus tôt. Notre croissance rentable soutenue et les retombées favorables de notre programme de rachat d'actions sont les principales causes de ce progrès.

Instruments de financement hors bilan et garanties

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. De temps à autre, nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de ventes d'actifs et de cessions d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des remboursements ou des indemnités à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité, totalisant globalement environ 67,5 millions \$, plusieurs ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible d'estimer raisonnablement les montants maximaux qu'il pourrait être nécessaire de verser en vertu de telles garanties. Le versement de ces sommes dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2008, aucun montant n'a été porté aux bilans consolidés relativement à ce type d'indemnité. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses résultats consolidés.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables des cautionnements de soumissions que si nous refusons de réaliser les projets après que nos soumissions aient été acceptées. Nous serions également responsables des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 30 septembre 2008, nous avons engagé un montant total de 137,1 millions \$ dans ce type de cautionnements. À notre connaissance, nous nous sommes conformés aux obligations d'exécution qui nous incombaient en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions et d'exécution auxquels nous étions parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

Au 30 septembre 2008, la Société avait aussi conclu des ententes comprenant des indemnités en faveur de tiers d'une valeur totale de 3,9 millions \$, principalement des indemnités fiscales. Par ailleurs, nous avons fourni une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle d'équipement loué, comptabilisé en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat.

Capacité de livrer les résultats

Nous estimons que nous possédons les ressources en capital et les liquidités nécessaires pour tenir nos engagements et respecter nos obligations présentes tout en soutenant notre exploitation et en finançant nos stratégies de croissance. Nous croyons également que nous disposons des ressources non financières nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance continue. Ces ressources comprennent une équipe de direction solide dont le taux de roulement historique est très faible, des cadres évolués de gestion assurant l'observation continue de normes élevées de service à la clientèle et la formation continue des gestionnaires, ainsi que des systèmes internes et des processus de qualité qui nous aident à intégrer et à conserver les nouveaux membres que nous accueillons à la suite de l'obtention de grands contrats d'impartition ou d'acquisitions.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la part revenant à CGI des activités d'Innovaposte et des soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

INNOVAPOSTE

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars)

	2008	2007	2006
Produits	124 461	120 010	100 994
Débiteurs	12 050	9 310	9 490
Travaux en cours	5 939	3 648	1 528
Coûts liés à des contrats	11 206	13 746	16 239
Produits reportés	2 715	1 868	509

Résultats du quatrième trimestre

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2008, CGI a mis l'accent sur la signature de nouveaux contrats et de prolongations, dans le but d'assurer la croissance du chiffre d'affaires. Ayant réalisé les gains découlant de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle durant l'exercice 2007, nous avons aussi maintenu notre engagement à gérer nos activités de manière efficace afin d'augmenter notre rentabilité globale.

VARIATION DES PRODUITS ET PRODUITS SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre l'exercice 2008 et l'exercice 2007, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour l'exercice 2007 correspondent aux taux de change réels de cette période.

Trois mois terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)

	2008	2007	Variation
Produits	929 198	903 702	2,8 %
Variation avant effet des variations des taux de change	2,6 %	11,6 %	
Effet des variations des taux de change	0,2 %	-2,3 %	
Variation par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur	2,8 %	9,3 %	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada avant effet des variations des taux de change	559 348	568 354	-1,6 %
Effet des variations des taux de change	497	—	0,1 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	559 845	568 354	-1,5 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde avant effet des variations des taux de change	298 200	268 589	11,0 %
Effet des variations des taux de change	(1 402)	—	-0,5 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde	296 798	268 589	10,5 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique avant effet des variations des taux de change	70 059	66 759	4,9 %
Effet des variations des taux de change	2 496	—	3,7 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique	72 555	66 759	8,6 %
Produits	929 198	903 702	2,8 %

Au quatrième trimestre de l'exercice 2008, les produits de la Société se sont établis à 929,2 millions \$, ce qui représente une croissance de 2,6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en devises constantes. La variation des taux de change a eu une incidence minime de 0,2 %, les retombées positives d'un raffermissement de l'euro ayant atténué l'impact négatif des fluctuations du dollar américain et de la livre britannique. En devises constantes, les secteurs cibles où nous avons enregistré les croissances les plus fortes sont les suivants : distribution et détail (9 %), gouvernements et services de santé (7 %) et services financiers (5 %).

CANADA

Au quatrième trimestre de l'exercice 2008, le secteur d'exploitation canadien a enregistré des produits de 559,8 millions \$ représentant, en dollars constants, un recul de 1,6 % ou 9,0 millions \$ par rapport au même trimestre de l'exercice 2007. Cette baisse est due principalement au ralentissement des activités réalisées pour BCE, qui se réorganise en prévision de sa privatisation en décembre 2008, ainsi qu'à une diminution des revenus associés aux droits d'utilisation de nos solutions destinées au secteur pétrolier et gazier. Les effets de ces facteurs négatifs ont été atténués surtout par l'intensification des activités réalisées pour nos clients du secteur cible des services financiers ainsi que du secteur cible de distribution et détail.

ÉTATS-UNIS ET INDE

Durant le trimestre terminé le 30 septembre 2008, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde ont totalisé 296,8 millions \$, comparativement à 268,6 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. En devises constantes, cette progression représente une croissance de 11,0 % ou 29,6 millions \$. Bien que freinée par l'achèvement de certains contrats, la croissance est surtout attribuable à l'intensification des activités pour des clients nouveaux et établis du secteur cible des gouvernements et des services de santé.

EUROPE ET ASIE-PACIFIQUE

Les produits réalisés par le secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique ont totalisé 72,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2008, comparativement à 66,8 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice 2007. En devises constantes, ceci représente une croissance de 4,9 % résultant surtout de la hausse des travaux d'intégration de systèmes et de services-conseils effectués pour nos clients du secteur cible des télécommunications de l'Europe centrale ainsi que des produits supplémentaires associés au nouveau contrat d'impartition conclu avec Daimler Financial Services dans le secteur cible des services financiers. La hausse a été amoindrie par la baisse des produits associés à un contrat que nous avons renouvelé avec un client du secteur cible des services financiers et qui témoigne de notre engagement continu à réduire les coûts de nos clients. Par rapport au même trimestre l'an dernier, l'effet positif du renforcement de l'euro et l'effet négatif de la variation de la livre britannique se sont conjugués pour créer des retombées favorables de 2,5 millions \$ ou 3,7 % au chapitre de la variation des taux de change.

BAIL AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

Trois mois terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)

	2008	2007	Variation
Canada	69 210	76 670	-9,7 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	12,4 %	13,5 %	
États-Unis et Inde	41 168	31 053	32,6 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde	13,9 %	11,6 %	
Europe et Asie-Pacifique	6 911	6 509	6,2 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique	9,5 %	9,7 %	
Siège social	(12 167)	(13 515)	-10,0 %
En pourcentage des produits	-1,3 %	-1,5 %	
BAIL ajusté	105 122	100 717	4,4 %
Marge	11,3 %	11,1 %	

CANADA

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2008, le BAIL ajusté du secteur d'exploitation canadien s'est situé à 69,2 millions \$, soit une baisse de 7,5 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2007. La marge du BAIL ajusté a aussi diminué, passant de 13,5 % à 12,4 %. La baisse du BAIL ajusté découle surtout du ralentissement des travaux effectués pour BCE ainsi que de la hausse des indemnités de départ octroyées durant le trimestre (totalisant environ 4,4 millions \$) afin d'améliorer la productivité de nos centres de traitement des données.

ÉTATS-UNIS ET INDE

Durant le trimestre terminé le 30 septembre 2008, le BAIL ajusté du secteur d'exploitation États-Unis et Inde a atteint 41,2 millions \$, en hausse de 32,6 % par rapport au même trimestre un an plus tôt. En pourcentage des produits, la rentabilité de ce secteur a été de 13,9 %, alors qu'elle s'établissait à 11,6 % un an plus tôt. Cette amélioration notable résulte du déploiement de programmes d'amélioration de la productivité et de la rentabilité qui ont optimisé notre modèle mondial de prestation des services, minimisé les heures non facturables et resserré les mécanismes de gestion des marges bénéficiaires des projets.

EUROPE ET ASIE-PACIFIQUE

Le BAIL ajusté du secteur Europe et Asie-Pacifique s'est situé à 6,9 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2008, soit une hausse de 0,4 million \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La marge du BAIL ajusté a quant à elle diminué, passant de 9,7 % à 9,5 %. Cette évolution découle de la croissance des produits, décrite plus haut, dont l'effet a été amoindri par les coûts engagés durant le trimestre afin de perfectionner notre organisation européenne.

SIÈGE SOCIAL

La diminution des charges du siège social, durant le trimestre terminé le 30 septembre 2008, traduit notre engagement constant à renforcer la situation concurrentielle de la Société en maîtrisant les coûts et en investissant dans l'amélioration de nos outils et processus afin d'accroître notre efficacité.

BÉNÉFICE NET

Trois mois terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages, les actions et les montants par action)

	2008	2007	Variation
BAll ajusté	105 122	100 717	4,4 %
Marge	11,3 %	11,1 %	
Intérêts sur la dette à long terme	6 372	8 330	-23,5 %
Autres revenus	(997)	(3 511)	-71,6 %
Charges d'intérêts et autres charges	1 683	133	1 165,4 %
Gain sur la vente d'actifs	—	(700)	-100,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle	98 064	96 465	1,7 %
Impôts sur les bénéfices	22 666	31 222	-27,4 %
Taux d'imposition	23,1 %	32,4 %	
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	229	198	15,7 %
(Perte) bénéfice tiré(e) des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(1 675)	532	-414,8 %
Bénéfice net	73 494	65 577	12,1 %
Marge	7,9 %	7,3 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — de base	309 295 434	327 727 002	-5,6 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — dilué	313 749 478	334 520 373	-6,2 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,24	0,20	20,0 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,23	0,20	15,0 %

Le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle a augmenté de 1,6 million \$ ou 1,7 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2007. Cette hausse est surtout la conséquence de l'amélioration de notre rentabilité, dont le BAll ajusté témoigne, et de la diminution des charges d'intérêt sur notre dette à long terme. Les intérêts touchés sur les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement reçus durant l'exercice précédent ont toutefois atténué l'effet de ces facteurs.

De plus, durant le quatrième trimestre de l'exercice 2008, nous avons bénéficié d'un gain fiscal non récurrent de 9,5 millions \$ lié à l'établissement définitif des charges d'impôts des exercices antérieurs à la suite de la conclusion d'une entente finale avec les autorités fiscales. Si cet élément ponctuel n'avait pas été pris en compte, les impôts exigibles auraient été de 32,2 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition de 32,8 % — comparable à notre taux normalisé de 32 % à 34 %.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2008, la Société a consacré 31,9 millions \$ au rachat de 3 177 520 actions subalternes classe A de CGI à un prix moyen de 10,03 \$.

POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2008				2007			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Carnet de commandes (en millions de dollars)	11 645	11 638	11 672	11 690	11 696	11 825	11 921	12 229
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	982	986	1 043	1 134	803	789	848	750
Produits								
Produits (en milliers de dollars)	929 198	950 468	930 770	895 427	903 702	914 023	932 620	883 600
Variation par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	2,6 %	6,5 %	5,4 %	6,3 %	11,6 %	8,4 %	8,9 %	1,4 %
Coûts des services et frais de vente et d'administration (en milliers de dollars)	781 528	798 883	781 379	750 175	750 225	770 911	787 023	745 580
En pourcentage des produits	84,1 %	84,1 %	83,9 %	83,8 %	83,0 %	84,3 %	84,4 %	84,4 %
Rentabilité								
Marge du BAII ajusté	11,3 %	11,7 %	11,6 %	11,8 %	11,1 %	11,4 %	11,0 %	11,1 %
Bénéfice net (en milliers de dollars)	73 494	77 897	68 785	72 588	65 577	64 433	62 711	43 681
Marge bénéficiaire nette	7,9 %	8,2 %	7,4 %	8,1 %	7,3 %	7,0 %	6,7 %	4,9 %
Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liée à des éléments spécifiques	7,9 %	8,2 %	7,4 %	8,1 %	7,3 %	7,0 %	6,7 %	6,6 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	75 169	81 675	69 110	71 944	65 045	63 967	62 881	42 766
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	8,1 %	8,6 %	7,4 %	8,0 %	7,2 %	7,0 %	6,7 %	4,8 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,24	0,26	0,21	0,22	0,20	0,20	0,19	0,13
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,24	0,25	0,21	0,22	0,19	0,19	0,19	0,13
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,24	0,25	0,21	0,22	0,20	0,20	0,19	0,13
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,23	0,24	0,21	0,22	0,20	0,19	0,19	0,13
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — de base (en milliers)	309 295	315 385	321 835	323 927	327 727	328 831	329 057	330 451
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — dilué (en milliers)	313 749	320 745	326 942	329 785	334 520	335 529	332 898	331 589

En devises constantes, les produits ont progressé durant chacun des quatre trimestres de l'exercice 2008. C'est au troisième trimestre, alors que les produits dépassaient de 6,5 % ceux du troisième trimestre de l'exercice 2007, que le taux de croissance a été le plus élevé par rapport à la même période de l'exercice antérieur.

Grâce à notre croissance interne, à l'attention que nous portons à notre structure de coûts et à la diminution continue de notre dette, notre marge du bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques s'est améliorée, passant de 6,6 % au premier trimestre de l'exercice 2007 à 7,9 % au dernier trimestre de l'exercice 2008.

Depuis le 30 septembre 2006, le nombre d'actions en circulation a diminué de manière soutenue tandis que nous poursuivions notre programme de rachat d'actions en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant l'exercice 2008, nous avons racheté 19 910 068 actions subalternes classe A de CGI sur le marché libre et émis 4 107 823 actions subalternes classe A dans le contexte de la levée d'options.

VARIATIONS TRIMESTRIELLES

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices des résultats futurs de la Société. Premièrement, les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils ont un caractère saisonnier et les résultats trimestriels de ces activités se ressentent de certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Les variations saisonnières sont plus légères dans le cas des contrats d'impartition, y compris les contrats de gestion des processus d'affaires. Deuxièmement, le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle conjoncturel et du caractère saisonnier de leurs propres activités. Troisièmement, les économies que nous réalisons pour un client dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent réduire temporairement nos revenus car ces économies ne sont pas nécessairement compensées sur-le-champ par une augmentation des travaux réalisés pour ce client.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction du moment auquel d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, des besoins de liquidités associés aux grandes acquisitions et aux contrats d'impartition majeurs, ainsi que des dates de réception des divers crédits d'impôt, de versement des primes d'intéressement attribuées aux membres et de paiement des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

Les mouvements des taux de change occasionnent également des écarts trimestriels qui sont susceptibles d'augmenter proportionnellement à la contribution des produits en devises étrangères au chiffre d'affaires total de la Société. Cependant, les marges de CGI sont automatiquement protégées, dans une certaine mesure, contre le risque de change, surtout à cause des charges en dollars US — liées par exemple à l'achat de droits d'utilisation, à l'entretien, aux assurances et aux intérêts — qui sont comptabilisées au Canada.

Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés vérifiés pour les exercices terminés les 30 septembre 2008, 2007 et 2006 comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de la période actuelle, y compris l'incidence du retraitement des activités abandonnées et de la modification de la sectorisation.

Modifications comptables

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1er octobre 2007 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3862, *Instruments financiers — Informations à fournir* — Ce chapitre établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre et le chapitre 3863, *Instruments financiers — Présentation*, ont remplacé le chapitre 3861, *Instruments financiers — Informations à fournir*.
- b) Le chapitre 3863, *Instruments financiers — Présentation* — Ce chapitre établit les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers.
- c) Le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital* — Ce chapitre établit des normes relatives à la présentation d'informations sur le capital d'une entité et sur la façon dont il est géré. Il décrit les informations à fournir sur les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives utilisées aux fins du calcul du capital. Il exige que l'entité indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital, et sinon, les conséquences de cette dérogation.

Les informations additionnelles à fournir en conséquence de l'adoption de ces normes sont présentées dans les notes 27 et 28 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008.

ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES

La note 2 accompagnant les états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2008 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs, des passifs inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le procédé de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

On considère qu'une estimation comptable est importante si elle repose sur des hypothèses que la direction a dû faire au moyen de renseignements très incertains au moment où l'estimation a été formulée, si plusieurs estimations différentes auraient raisonnablement pu être utilisées pour la période considérée ou encore, si on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'estimation comptable subisse des modifications qui auraient une incidence importante sur la présentation de notre situation financière, sur l'évolution de notre situation financière ou sur nos résultats d'exploitation.

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États consolidés des résultats			
		Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/Radiation	Impôts sur les bénéfices
Écart d'acquisition	■			■	
Impôts sur les bénéfices	■				■
Éventualités et autres passifs	■		■		
Passifs liés aux intégrations	■		■		
Constatation des produits	■ ¹	■			
Rémunérations à base d'actions	■		■		
Crédits d'impôt à l'investissement et aide gouvernementale	■		■		
Perte de valeur d'actifs à long terme	■			■	

1 Débiteurs, travaux en cours et produits reportés

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer sa valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de chaque unité d'exploitation. Les unités faisant l'objet d'un test de perte de valeur sont nos trois secteurs d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales, les taux d'actualisation et les données du secteur. Toute modification des estimations utilisées pourrait avoir une incidence importante sur le calcul de la juste valeur et de la charge de perte de valeur qui en résulte. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalisera, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

ÉVENTUALITÉS ET AUTRES PASSIFS

La Société comptabilise des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux. De plus, à la date de clôture de chaque période comptable, la Société estime les charges liées aux bureaux fermés dans le contexte de son programme de restructuration.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers en tenant compte, entre autres, de la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

CONSTATATION DES PRODUITS

Nos produits sont en majeure partie constatés au moyen de critères qui ne nous obligent pas à utiliser des estimations importantes. Néanmoins, CGI fournit certains services assortis de mécanismes particuliers d'établissement des prix, par exemple des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux et des ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client. La méthode du degré d'avancement des travaux se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, s'il est plus probable qu'improbable que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte et ce, dès la période durant laquelle la perte est décelée. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices résultant de ces ententes atteindront la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

Dans le cas de contrats visant des prestations multiples, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories, telle que déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives provenant de fournisseurs particuliers. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services.

La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes. En raison de la variation des volumes, des changements technologiques et d'autres facteurs impossibles à prévoir au moment de la conclusion d'un contrat, il peut exister un écart important entre les produits estimés initialement et les produits résultant réellement d'une entente.

RÉMUNÉRATIONS À BASE D'ACTIONS

CGI comptabilise son régime de rémunération à base d'actions selon les normes du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA. Conformément aux recommandations de ce chapitre, CGI a décidé d'utiliser le modèle d'évaluation Black-Scholes pour déterminer la valeur des options accordées dans le cadre de ses paiements à base d'actions. Ce modèle se fonde entre autres sur les variables suivantes : la volatilité prévue de l'action durant la période des octrois, le taux d'extinction attendu, la durée de vie prévue des options et le taux d'intérêt sans risque. Compte tenu des diverses hypothèses utilisées et des circonstances nouvelles qui pourraient survenir, les résultats d'exploitation réels pourraient être sensiblement différents des résultats indiqués.

CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT ET AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement car ils en respectent les critères. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et, le cas échéant, à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

PERTE DE VALEUR D'ACTIFS À LONG TERME

La Société évalue la possibilité de recouvrer les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels à durée de vie limitée, les coûts liés à des contrats et les immobilisations, annuellement dans le cas des solutions d'affaires, ou si des événements ou des circonstances nouvelles risquent de l'empêcher de récupérer leur valeur comptable. Dans le cas des actifs incorporels à durée de vie limitée tels que les solutions d'affaires, les droits d'utilisation de logiciels et les relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimée de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, ainsi que l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes faisant partie des actifs incorporels à durée de vie limitée et dans le cas des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant durant quel laps de temps la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Pour évaluer les possibilités de recouvrement des coûts liés à des contrats, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimés du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de perte de valeur des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Modifications comptables futures

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour l'établissement des états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.

Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux normes internationales d'information financière. Nous en sommes présentement à l'étape du diagnostic, qui comprend un examen des différences entre les PCGR canadiens actuels et les normes internationales d'information financière, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption. Cette étape nous permettra de déterminer les conséquences du changement. Ceci fait, nous évaluerons les impacts de l'adoption des normes internationales sur les autres volets importants de la conversion, soit les modifications à apporter à nos conventions comptables, les modifications à apporter à nos systèmes informatiques, les exigences en matière de formation, les mécanismes de contrôle internes de l'information financière et les répercussions sur les activités d'affaires de la Société.

Tout au long de l'exercice 2009, nos rapports de gestion des périodes intermédiaires feront le point sur les principaux éléments et sur les dates clés de notre plan de conversion aux normes internationales d'information financière.

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 de son Manuel, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1er octobre 2008 ou après cette date. Remplaçant le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, ainsi que le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*, le chapitre 3064 précise les normes de constatation, de mesure et de présentation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels. Les critères de détermination et de comptabilisation initiale des actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne, qui y sont stipulés sont conformes aux normes internationales d'information financière (normes IFRS) correspondantes. L'ICCA a aussi modifié le chapitre 1000 de son Manuel, *Fondements conceptuels des états financiers*, afin de l'harmoniser aux nouvelles normes du chapitre 3450. La Société a déterminé que cette norme n'aura pas une incidence importante.

L'ICCA a modifié son chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, pour y incorporer les critères permettant de déterminer et de présenter la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation. Les nouvelles exigences s'appliquent aux périodes intermédiaires commençant le 1er octobre 2008 ou après cette date. L'adoption des dispositions de ce chapitre n'aura pas d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation. Les gains ou les pertes de change provenant des investissements nets dans les filiales autonomes à l'étranger sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat étendu. S'il y a lieu, les gains ou les pertes de change réalisés et non réalisés sur les instruments qui couvrent la dette libellée en dollars américains sont également comptabilisés au poste des autres éléments du résultat étendu.

Risques et incertitudes

Nous sommes confiants quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui pourraient avoir une incidence sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Concurrence pour l'obtention des contrats — Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Nos méthodes sont presque toutes codifiées dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs économiques que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement au fil des ans et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché des services en TI et de l'impartition des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

Durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition — Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et conservation des professionnels qualifiés — Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel hautement compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises. Le marché de l'emploi étant très compétitif dans le secteur des TI, il est possible que nous ne puissions pas engager et conserver les employés dont nous avons besoin, ce qui augmenterait notre dépendance envers des sous-traitants externes et pourrait avoir une incidence sur nos marges d'exploitation.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques — Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles ; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs ; le développement de solutions en TI exclusives ; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société ; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui — Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle ; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Clauses d'étalement dans certains contrats — Les contrats de certains clients de nos services d'impartition permettent aux clients d'utiliser, pour certains services précisés dans le contrat, des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalement des prix exigés, pour des services similaires, par d'autres fournisseurs formant un groupe de comparaison valable. Ces mécanismes tiennent compte des caractéristiques uniques de l'environnement de chaque client et si les résultats indiquent la présence d'un écart supérieur au seuil de tolérance convenu, nous travaillons avec le client afin d'établir une nouvelle grille de prix pour les services. Ces clauses peuvent avoir des conséquences favorables ou défavorables sur nos résultats futurs.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle — Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce, les secrets de fabrication et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. Par exemple, toutes les solutions d'affaires de CGI seront protégées par le droit d'auteur et brevetées si possible. De plus, afin de mettre ses biens intellectuels à l'abri de toute appropriation ou violation, CGI exige que les clients, partenaires et sous-traitants avec qui la Société établit une relation d'affaires signent un accord de secret. CGI fait aussi reconnaître ses droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du *U.S. Patent and Trademark Office* et des autres organismes responsables du droit des marques dans le monde. Nous prenons les mêmes mesures en ce qui concerne le nom de domaine CGI sur Internet. Toutes ces mesures permettent à CGI de faire valoir ses droits sur ses biens intellectuels, si le besoin se présente. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenions pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE

Fluctuations liées aux secteurs d'activité — Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'un trimestre à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux — Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéfices; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition — Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises — Un seul des clients de la Société fournit plus de 10 % de ses produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats — Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de surpasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients — Plus de 10 % de nos produits (12,2 % durant l'exercice 2008) proviennent des filiales et sociétés affiliées de BCE. Nous estimons toutefois que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, compte tenu de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risques liés à l'estimation des coûts — Pour que nous puissions dégager des marges acceptables, il faut que nous sachions établir les prix de nos services en nous fondant sur une estimation exacte des coûts et des heures de travail nécessaires pour réaliser les projets ou exécuter les contrats d'impartition à long terme. De plus, une portion substantielle de nos contrats visant la réalisation de projets est réalisée en contrepartie de prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le contrat considéré. CGI gère tous ses contrats conformément à son Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les contrats. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, des facteurs imprévus, y compris certains facteurs indépendants de notre volonté, pourraient avoir des répercussions sur les coûts ou les calendriers de réalisation et nous empêcher ainsi d'atteindre les marges bénéficiaires prévues.

Capacité de nos partenaires de respecter leurs engagements — En raison de l'envergure et de la complexité croissantes des contrats, il se peut que nous devions nous appuyer sur des sous-traitants externes, y compris des fournisseurs de logiciels et de matériel, pour respecter nos engagements. Notre réussite dépend de la capacité de ces tiers à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers convenus. Si nos partenaires ne s'acquittent pas de leurs obligations, notre aptitude à exécuter un contrat peut être compromise, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité.

Risque associé aux garanties — Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques — Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'états pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en TI; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux — Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

RISQUES LIÉS AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition — Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmentent notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquerrons, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivions pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

RISQUES DE MARCHÉ

Risque économique — Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Durant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent durant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre plus restreint de mandats durant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient déclencher des ajustements de prix visant à respecter les dispositions de nos contrats relatives à l'étalement. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

Intégrité de la présentation des résultats

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des contrôles internes et des systèmes d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, un document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés ; b) répertorier et examiner les risques financiers et les risques d'exploitation auxquels nous sommes exposés et revoir les diverses politiques et pratiques ayant pour but de gérer ces risques ; c) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers ; d) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité ; e) vérifier la suffisance de nos ressources de vérification interne, y compris le mandat et les objectifs du vérificateur interne ; f) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux ; g) examiner les procédures de vérification ; h) examiner les opérations entre apparentés ; i) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au Comité par notre conseil d'administration.

La Société a évalué au 30 septembre 2008 l'à-propos et l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes internes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités.

Poursuites judiciaires

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si le dénouement de ces demandes ne peuvent être prévisibles avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Au 30 septembre 2008, la Société fait l'objet de réclamations d'environ 140,0 millions \$ et de demandes reconventionnelles de plus de 160,0 millions \$.